

Engager des solidarités avec les territoires : l'approche de TotalEnergies Foundation

par

■ **Manoelle Lepoutre** ■

Directrice Engagement société civile de TotalEnergies
et déléguée générale de TotalEnergies Foundation

En bref

« Devenir la major de l'énergie responsable, c'est aussi s'engager dans des actions de solidarité envers les territoires qui nous accueillent et, en particulier, les jeunes. » Manoelle Lepoutre résume ainsi l'enjeu de la nouvelle politique de mécénat de TotalEnergies Foundation, élaborée en 2017. Vaste programme pour une entreprise présente dans 130 pays et implantée dans des territoires très variés par leurs cultures, leurs traditions et leurs richesses. Il faut donc trouver une méthode pour agir *avec* plutôt que *pour* les communautés, et évaluer les impacts des actions entreprises, leur objectif n'étant pas de se contenter de faire semblant. Afin que ces actions prennent du sens pour l'entreprise, celle-ci doit y associer les membres de son personnel. Manoelle Lepoutre explique la démarche retenue, en l'illustrant d'exemples dans les différents axes de son action : sécurité routière, climat et littoraux, éducation et insertion des jeunes, culture et patrimoine.

Compte rendu rédigé par François Boisivon

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

Séance organisée en collaboration avec Le RAMEAU.
Parrains & partenaires de l'École de Paris du management :

Algoé¹ • Chaire Futurs de l'industrie et du travail • Chaire Mines urbaines • Chaire Phénix – Grandes entreprises d'avenir • EDF • ENGIE • Executive Master – École polytechnique • Fabernovel • Groupe BPCE • GRTgaz • IdVectoR² • L'Oréal • La Fabrique de l'industrie • MINES ParisTech • RATP • Syndicat des entreprises de l'économie numérique et des technologies nouvelles³ • Université Mohammed VI Polytechnique • UIMM • Ylios¹

1. pour le séminaire Vie des affaires / 2. pour le séminaire Management de l'innovation / 3. pour le séminaire Transformations numériques

Une entreprise citoyenne

Ingénieure géologue de formation, j'ai fait toute ma carrière chez Total, devenue depuis peu la compagnie TotalEnergies. Après avoir occupé des fonctions dans divers pays, je suis revenue en France, au siège, en 2003. J'y ai occupé un poste de responsable d'une direction de R&D, puis d'une direction développement durable, et, depuis 2016, je suis directrice Engagement société civile. Nous sommes convaincus que la finalité d'une compagnie multinationale de notre importance n'est pas exclusivement économique, et nous n'avons pas attendu la loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) pour aboutir à cette conclusion. Dans de nombreux pays où nous travaillons, les pouvoirs publics ne disposent pas des moyens d'action auxquels nous sommes habitués dans les démocraties libérales. Notre engagement y est d'autant plus nécessaire, notamment dans l'éducation. Une entreprise citoyenne, comme l'est TotalEnergies, ne peut fonctionner sans s'impliquer dans la vie citoyenne des territoires qui l'hébergent. Cette façon de voir a non seulement des conséquences sur nos engagements en matière de responsabilité sociale, mais aussi sur ce qui définit notre raison d'être et nos valeurs.

C'est pourquoi il nous est apparu nécessaire, dès 2016, de comprendre comment les compétences que nous développons pour l'entreprise pouvaient également servir les sociétés au sein desquels nous étions implantés. C'est aussi une manière de combler le fossé entre l'acteur multinational qui profite de la mondialisation et l'acteur local qui, bien souvent, n'en voit pas l'intérêt parce qu'il en est exclu. Ces analyses, très en avance sur leur temps, ont été au cœur de notre action. Nous appuyer sur nos compétences nous garantissait également que nous ne nous substituerions pas, où que ce soit, aux pouvoirs publics dans nos actions sociétales.

La jeunesse

Cette réflexion affirmait les liens qui réunissent entreprise et territoire, mais n'en définissait ni la portée ni les modalités. Nous avons donc décidé de nous concentrer sur la jeunesse, pour appuyer son insertion professionnelle, y compris au sein de la Compagnie, sans entrer en concurrence avec les actions déjà menées par les pouvoirs publics dans les territoires. Ainsi, nous avons proposé à des jeunes en situation d'échec scolaire ou de marginalisation sur le marché du travail des formations articulées à des situations pratiques d'emploi.

La sécurité

Toute personne travaillant pour TotalEnergies doit revenir saine et sauve chez elle. La sécurité est une valeur très forte de l'entreprise, autour de laquelle nous avons développé des compétences spécifiques. Or, les accidents de la route sont aujourd'hui la première cause de mortalité des jeunes adultes dans le monde. Nous avons donc choisi d'intervenir également dans le domaine de la sécurité routière.

L'environnement

Il était impossible, étant donné notre identité, que nous ne menions pas d'action à visée environnementale. Si nous avons toujours été sensibles à la préservation des zones où nous exerçons nos activités, nous voulons aller plus loin et jouer un rôle à notre mesure dans la transition énergétique, notamment en diversifiant nos sources, ce qu'exprime notre changement de nom pour TotalEnergies. C'est une évolution majeure. Elle se traduit aussi dans les actions que mène TotalEnergies Foundation pour la protection des littoraux et des océans, directement menacés par le changement climatique.

La culture

Enfin, TotalEnergies est une compagnie multinationale, qui travaille avec et auprès de populations de cultures très différentes dans le monde entier. Si c'est par la culture que chacun définit son identité, c'est aussi par elle,

et à travers nos différences, que nous échangeons et communiquons. Promouvoir la culture, c'est promouvoir le dialogue, au niveau local comme international. C'est dans cet esprit que nous participons à des missions de sauvegarde du patrimoine culturel, qui ont aussi pour vocation de sensibiliser des jeunes à la conservation et de les former aux métiers de la restauration.

Notre intérêt : l'équilibre

TotalEnergies Foundation n'est pas un simple bailleur de fonds. Notre engagement sociétal s'appuie sur les compétences de nos salariés, et l'aide que nous apportons aux territoires ne se résume pas à des contributions financières. Notre expérience apporte une valeur ajoutée aux associations partenaires de la Fondation.

Si notre intérêt est mobilisé dans les actions soutenues par TotalEnergies Foundation, il ne s'agit pas simplement de notre intérêt économique, mais du développement de notre entreprise dans un monde en équilibre; c'est pourquoi nous sommes attentifs à l'impact de nos engagements. La Fondation contribue au développement d'initiatives dont les acteurs ont conscience des moyens financiers et humains qu'elles nécessitent de mettre en œuvre, et cherchent par conséquent à en maximiser l'impact. Les bonnes intentions ne dispensent ni de l'efficacité ni des comparaisons avec les acteurs engagés sur le même terrain. Nous devons en effet partager des moyens limités – c'est toute la question posée par la transition énergétique – et il est de notre responsabilité de garantir qu'ils sont correctement utilisés. Les conventions que signe la Fondation comportent donc, systématiquement, une mesure d'impact. Pour résumer notre philosophie, nous nous efforçons de travailler avec nos partenaires, au-delà du seul soutien financier.

Rencontrer les acteurs des territoires

Très investis dans leur métier, nos salariés n'ont souvent pas le temps de rencontrer, sur leur territoire, leurs concitoyens. En conséquence, nous avons développé un programme nommé Action!, permettant à tout collaborateur de la Compagnie de prendre trois jours par an sur son temps de travail pour les consacrer à des activités locales d'intérêt général, dans le cadre du programme TotalEnergies Foundation. Ainsi, les collaborateurs de TotalEnergies peuvent partager leurs compétences, mais aussi rencontrer, autour d'eux, les acteurs de la vie citoyenne et tisser des liens avec eux.

Le programme TotalEnergies Foundation s'inscrit dans la continuité des engagements sociétaux de la Compagnie, au premier rang desquels la création de valeur sur les lieux de son développement et le partage local de cette valeur.

Agir sur l'éducation

Le RAMEAU nous a aidés à comprendre les besoins des filières de l'éducation et de l'insertion professionnelle. Nous collaborons avec Alliance pour l'éducation, qui fonctionne grâce au mécénat d'entreprise. Cette association est spécialisée dans la construction, dès le collège, de parcours d'insertion, au travers notamment du développement des compétences relationnelles. Dans le cadre de ce partenariat, des salariés de TotalEnergies témoignent de leur propre expérience dans les collèges et peuvent aussi suivre et aider des élèves.

Nous sommes également partenaires de la Fédération nationale des écoles de production, réseau d'établissements privés à but non lucratif reconnu par l'État, qui déploie des méthodes innovantes d'apprentissage d'un métier, pour des jeunes de 14 à 18 ans ayant décroché du système éducatif. Le principe consiste à former par la pratique, en situation, mais en école et non dans l'entreprise. Les élèves fabriquent eux-mêmes des produits pour des entreprises qui en ont besoin, sous l'égide d'un formateur; le volet théorique n'intervient qu'après cette réalisation tangible. Plus de 99% des jeunes gens ainsi formés trouvent un emploi à la sortie. Ces méthodes d'apprentissage sont anciennes, puisqu'elles remontent à la fin du XIX^e siècle, mais ne se développaient pas. Depuis 2018, nous accompagnons ces écoles de production pour les métiers liés à l'industrie, et leur nombre

est passé d'une vingtaine à une quarantaine. Nous les avons aidées à se structurer, à renforcer leur gouvernance afin de pouvoir gérer des flux financiers plus importants et à trouver des interlocuteurs jusqu'au niveau national.

L'Industreet

Le 1^{er} mars 2021, nous inaugurons le campus des nouveaux métiers de l'industrie, l'Industreet, à Stains (Seine-Saint-Denis), en présence de notre PDG, Patrick Pouyanné, et du président Macron. Le public visé est celui des jeunes adultes, de 18 à 28 ans, en mal d'insertion professionnelle, diplômés ou non. L'effectif des apprenants est aujourd'hui de 150 et, à terme, sera de 400. Nous les sélectionnons sur leurs motivations et non sur leurs compétences. Nous leur offrons une formation concrète qui les destine à exercer des emplois en tension, souvent mal connus – par exemple, aux procédures de contrôle d'une industrie automatisée.

Les cycles, individualisés et évolutifs, ne répondent pas au principe habituel de la promotion. Les élèves peuvent intégrer l'établissement à n'importe quel moment de l'année. Après leur admission, une période préparatoire de deux mois précède la formation gratuite proprement dite, qui dure de six à dix mois. Les jeunes provinciaux sont hébergés. Nous comptons, à ce jour, un peu moins de 30% de jeunes femmes parmi nos premières recrues et souhaitons atteindre la parité.

Notre but est de donner une opportunité à celles et ceux qui nous rejoignent, mais aussi de redorer le blason des métiers de l'industrie et de prouver les mérites de l'innovation pédagogique. Nous souhaiterions être copiés! L'école fonctionne dans un environnement d'entreprises de tailles variées, qui peuvent y trouver un vivier de compétences et, en retour, parrainer les élèves avec TotalEnergies.

Plaidoyer pour la sécurité routière

Dans les pays où nous sommes implantés, nous tissons des liens entre les autorités administratives et des organismes compétents dans la sécurisation des infrastructures routières. Nous avons développé, avec la Fondation d'entreprise Michelin, un programme de sensibilisation pédagogique auprès des jeunes, nommé VIA, qui s'appuie, pour son déploiement, sur des associations ou sur les agences de sécurité routière nationales. Ce sont, là encore, le terrain et la pratique qui nous servent de levier d'apprentissage, grâce à l'analyse des situations de risque et à la réflexion menée en groupes.

Prendre soin de notre monde

Après avoir financé des recherches sur la biodiversité, nous adoptons aujourd'hui une approche plus participative en matière d'environnement, en sensibilisant, par exemple, au développement des métiers de la protection des littoraux et des océans.

Les chantiers de protection du patrimoine auxquels nous collaborons comportent également un volet de formation des jeunes générations. Nous cherchons à joindre nos forces à celles d'autres acteurs, publics ou privés, comme c'est le cas avec la Fondation du patrimoine, qui réunit de nombreux partenaires. Cette diversité nous permet de créer des écosystèmes où se développeront les compétences. Nos programmes d'accès à la culture favorisent l'acquisition des *soft skills*, trop souvent négligées. L'innovation a, dans ce domaine comme dans les autres, un grand rôle à jouer.

Enfin, nos stations-services peuvent servir de support à bien d'autres activités qu'à la vente de carburant : services à la mobilité, à l'économie locale en milieu rural, pour ne prendre que ces exemples.

Le local à l'échelle mondiale

Un intervenant : *TotalEnergies est présent dans plus de 150 pays. Combien de projets la Fondation soutient-elle? Comment adaptez-vous votre action aux contextes locaux?*

Manoelle Lepoutre : Nos filiales à l'étranger sont historiquement engagées dans des programmes sociétaux. Elles sont néanmoins invitées à utiliser la bannière TotalEnergies Foundation. Plus de 60% des actions sociétales dans lesquelles nous sommes impliqués s'inscrivent dans le programme de la Fondation, qui appuie – tous budgets confondus – environ 300 initiatives en France et 770 dans le reste du monde, dont les orientations sont toutefois décidées localement. Une filiale peut avoir développé un programme de vaccination contre le paludisme et intégrer à sa démarche le programme pédagogique sur la sécurité routière VIA, conçu au siège pour toute la Compagnie – les accidents de la route sont une des premières causes de la mortalité chez les jeunes dans les pays africains. Nous menons dans les écoles des actions de sensibilisation à la sécurité routière, mais intervenons aussi auprès des chauffeurs de mototaxis, en collaboration avec des associations internationales comme la Croix-Rouge.

Partout dans le monde, nous soutenons des programmes d'éducation et d'insertion professionnelle. En Angola, nous finançons traditionnellement des lycées, qui ont naturellement leur place dans les actions de la Fondation; au Kazakhstan, nous avons développé une école de soudure...

Int. : *Comment organisez-vous, à une si grande échelle et dans de si nombreux pays, le mécénat de compétences? Disposez-vous de référents locaux? Ou bien l'équipe de la Fondation assure-t-elle le suivi elle-même?*

M. L. : Notre programme de mécénat de compétences, Action!, est ouvert à tous les collaborateurs de la Compagnie sur toute la planète. Il fonctionne actuellement dans 75 pays et nous souhaitons que nos collaborateurs souscrivent à ces trois jours d'engagement pris sur leur temps de travail. La Fondation ne dicte pas aux filiales leurs modes ou leurs moyens d'intervention, mais joue un rôle structurant. En France, un collaborateur de la Compagnie peut accéder aux missions proposées par les associations grâce à une plateforme mise en place par la Fondation. À l'étranger, nous avons des référents, indispensables, nommés par nos patrons locaux, appartenant généralement aux équipes des ressources humaines des filiales. Nous les accompagnons dans la création ou la gestion de plateformes similaires à celle que nous utilisons en France, si la filiale est importante, ou bien dans des dispositifs plus légers, si elle est de taille plus modeste. Par ailleurs, les échanges d'expérience entre les différentes filiales autour du programme Action! sont riches et abondants.

Int. : *Vous insistez sur la notion d'"être avec". Est-ce possible avec une aussi grande diversité de projets?*

M. L. : Les partenariats les plus lourds, comme ceux établis avec les écoles de production, sont suivis de très près, voire audités. Au siège, notre équipe comprend une trentaine de personnes, spécialisées par domaines. Les conventions de partenariat sont soumises aux règles de la compagnie TotalEnergies, qui déterminent les aspects juridiques et légaux.

La gouvernance de l'action sociétale...

Int. : *On imagine que les mesures d'impact, pour souhaitables qu'elles soient, posent des difficultés pratiques.*

M. L. : Si la mesure d'impact est essentielle, sa mise en œuvre est une gageure, car il ne s'agit pas tant de compter les moyens déployés que d'évaluer l'utilité des actions pour les publics visés. Permettre à des jeunes de visiter un musée n'a rien de commun avec le fait de leur donner une qualification ou de les sensibiliser aux bonnes pratiques sur la route à travers les modules du programme VIA. Nous avons abondé, avec la Fédération internationale d'automobile et un certain nombre d'acteurs privés, un fonds de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour la sécurité routière, qui permet de mettre en place des observatoires,

de nombreux pays ne disposant pas des outils statistiques permettant de compter les accidents. Néanmoins, plus que l'impact d'un ensemble d'actions, c'est l'efficacité spécifique de chaque initiative qu'il est intéressant de mesurer. S'il n'est pas trop compliqué de savoir combien de jeunes gens ont été pris en charge par un programme, il est beaucoup plus difficile de connaître l'impact réel de ce programme sur leurs conditions de vie, d'autant qu'il faut un certain délai pour en percevoir les effets.

Int. : *Les fondations des grands groupes sont toutes sensibles à leur impact et contribuent, à ce titre, à la gouvernance des entités qu'elles soutiennent. Le risque n'est-il pas, à la longue, de ne soutenir que les plus efficaces et les plus importantes ?*

M. L. : Notre soutien vise aussi à professionnaliser des associations qui ont déjà prouvé leur efficacité, à une échelle moindre. Nous les aidons à réaliser leur potentiel. Cela ne nous empêche pas de prendre des risques – que notre taille nous permet d'assumer – dans l'aide à des initiatives locales, innovantes, que nous allons chercher sur le terrain. À cet égard, notre rôle est similaire à celui d'un *business angel*. Mais nous avons aussi des coups de cœur. On peut être généreux, sans pour autant y engloutir son budget !

Int. : *Comment sont rendus les arbitrages budgétaires ? Avez-vous le monopole des actions de responsabilité sociale et environnementale au sein de la compagnie TotalEnergies ?*

M. L. : Nous avons lancé la Fondation dans une période de chute des cours du pétrole, durant laquelle nous étions focalisés sur le contrôle de nos coûts. Nous avons constitué un budget de 125 millions d'euros sur cinq ans, largement dépassé aujourd'hui. Nous contrôlons rigoureusement nos dépenses, mais ne pratiquons pas une politique d'austérité ! En revanche, la Fondation doit sans cesse convaincre, en interne, du bien-fondé de ses actions et de leur efficacité. En bref, nous devons répondre à beaucoup de questions, mais recevons beaucoup de soutien. Le conseil d'administration joue son rôle : il surveille, mais il ne s'est jamais opposé aux budgets.

Int. : *Les groupes concurrents déploient-ils des moyens comparables dans leur action sociétale ?*

M. L. : Shell a mis en place une fondation d'une importance similaire à la nôtre, focalisée sur les questions d'accès à l'énergie, qui sont directement intégrées, chez TotalEnergies, au modèle économique de l'entreprise et ne concernent donc pas le mécénat. Exxon a lancé des programmes d'éducation aux États-Unis.

... résonne sur celle de la Compagnie

Int. : *L'innovation dans la formation, telle que la promeut TotalEnergies Foundation, peut-elle contribuer à une gestion différente de l'emploi, à un rapport nouveau aux territoires, lorsque nous serons sortis de la crise sanitaire ? En somme, le savoir-faire de la Fondation est-il réinjecté au sein de la Compagnie ?*

M. L. : La compagnie TotalEnergies emploie d'ores et déjà 5 000 jeunes en alternance en France. Nous devons faire face à l'instabilité des prix pétroliers, à la crise sanitaire, à la crise climatique et à son corollaire, la transition énergétique. Nous serons amenés à réduire une partie de nos effectifs et, à cet effet, nous avons proposé en France un plan de départs volontaires. Ces derniers seront partiellement compensés par le recrutement de jeunes collaborateurs formés aux métiers de demain. En collaboration avec des associations – notamment Kodiko –, nous sommes aussi engagés dans l'insertion professionnelle des réfugiés, que nous accompagnons, mais que nous recrutons aussi au sein de la Compagnie.

Nous organisons, tous les deux ou trois ans, un concours de soutien aux entrepreneurs africains, dont les idées sont parfois reprises à l'échelle de la Compagnie. Cette rétroaction n'est pas encore structurée, mais certaines expériences diffusent, et nous savons, d'après les résultats d'une enquête interne, que nos cadres ont une bonne image de la Fondation et reconnaissent ses apports à la Compagnie. Cela dit, les actions de la Fondation reposent autant sur la sensibilité aux questions locales que sur l'innovation. Pour repenser l'utilité des stations-services en milieu rural, par exemple, nous sommes à l'écoute des besoins de nos collaborateurs ou franchisés locaux.

Int. : *Les collaborateurs de la Fondation viennent-ils de l'entreprise? Y repartent-ils après un certain temps? Ou bien recrutez-vous en dehors de la Compagnie?*

M. L. : Les collaborateurs de la Fondation ont un contrat de travail avec TotalEnergies, où la mobilité des carrières est encouragée. Passer par la Fondation, naturellement ouverte aux collaborateurs de la Compagnie, constitue une expérience forte, un acquis. La direction Engagement société civile, dont TotalEnergies Foundation est une sous-direction, accueille ses collaborateurs pour une période de trois à cinq ans le plus souvent. Nous travaillons aussi avec quelques étudiants en alternance, très motivés, sur des cycles plus courts, d'un ou deux ans.

Int. : *Les engagements dans le programme Action! sont-ils favorisés par le développement du télétravail?*

M. L. : Nécessité fait loi! Les crises forcent l'adaptation, non seulement au sein de l'entreprise, par le télétravail, mais également dans les entités que nous aidons et accompagnons, et auxquelles nous avons fourni du matériel informatique, dans des proportions non négligeables au regard de notre budget. Certains de nos collaborateurs en fin de carrière ont des délégations pour faire du mécénat de compétences. Il est cependant difficile de corréler le télétravail et l'engagement sur un territoire.

Int. : *Avez-vous une méthode pour sensibiliser vos cadres à la réalité des territoires?*

M. L. : Sans parler de méthode, je puis affirmer que la capacité d'engagement se cultive. Par ailleurs, l'initiative ne concerne pas seulement nos cadres, mais tous nos collaborateurs, dès lors qu'ils s'engagent dans des causes locales d'intérêt général. Nous nous efforçons d'inscrire nos collaborateurs dans la vie locale, et cela n'a rien à voir avec notre développement économique. Pour TotalEnergies, c'est une obligation morale, liée à la raison d'être de l'entreprise; pour nos salariés, c'est un droit. S'engager dans une association n'implique nullement un engagement moindre au sein de l'entreprise ou dans sa famille. Bien au contraire.

Int. : *La réalité des territoires, c'est aussi leur diversité. Comment l'entreprise TotalEnergies la perçoit-elle en France?*

M. L. : Nos grandes installations en France, comme les raffineries ou le centre de recherche de Pau (Pyrénées-Atlantiques), les centres de formation de La Mède (Bouches-du-Rhône), ou de Dunkerque (Nord), les centres de distributions, etc. sont réparties sur presque tout le territoire.

Int. : *À quels critères doit répondre une association pour être intégrée à votre dispositif?*

M. L. : Pour nos programmes d'éducation et de formation, nous lançons chaque année un appel à partenaires. Les principales conditions d'éligibilité sont l'intérêt général du projet – notamment pour les jeunes, les réfugiés ou les personnes socialement fragiles –, l'inscription dans la durée et l'ancrage local. Les candidats sont, in fine, sélectionnés par un jury composé de collaborateurs de la Compagnie, mais aussi de personnalités extérieures. Si des contacts peuvent également être noués directement par l'équipe de la Fondation, nous recourons de plus en plus aux procédures d'appel d'offres par souci de transparence. Nous sommes aussi l'un des principaux financeurs de La France s'engage, fondation dont l'initiative fut lancée en 2014 par François Hollande, alors président de la République. Certains projets convergent avec les objectifs des deux fondations.

Pour une relation exigeante et informée au public

Int. : *Les attaques lancées contre la Compagnie sur les questions écologiques trahissent souvent une certaine incompétence. Vous vous donnez une mission éducative. Cette dernière irait-elle jusqu'à former vos détracteurs?*

M. L. : Notre implication éducative exclut toute forme de publicité! En revanche, nous tentons de développer les occasions de dialogue, ce qui n'est pas nécessairement le cas de nos détracteurs. Nos collaborateurs peuvent témoigner de leur expérience et de leur action lorsqu'ils y sont invités. Nous favorisons, dans les écoles de production, les échanges avec des élèves d'écoles d'ingénieurs et de spécialités diverses. Le développement d'un jugement autonome passe par une familiarisation tant avec le contenu qu'avec la forme des débats.

Nous développons un site pédagogique, intitulé Planète Énergies, à destination de la communauté éducative et scolaire (élèves et professeurs), et géré par un comité éditorial transverse, dont les membres viennent aussi d'autres entreprises et de l'université, que je préside actuellement. Nous y apportons des éclairages très variés sur les questions énergétiques. Le propos n'est nullement de vanter les mérites du pétrole! Nous sommes bien sûr très vigilants à éviter les conflits d'intérêts.

Int. : *Quels rapports la Fondation entretient-elle avec les médias ?*

M. L. : Hormis la presse spécialisée et la presse régionale, qui rend souvent compte de nos initiatives, la Fondation ne passionne pas les médias! Je rappelle que la dernière assemblée générale a affirmé l'ambition de la Compagnie d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Une telle décision a des conséquences importantes sur la nature des investissements, dont la moitié sont désormais orientés vers les énergies renouvelables et le gaz naturel liquéfié. L'actionnaire BlackRock a approuvé ce plan ambitieux, malheureusement minimisé, sinon tourné en dérision, par certains médias. Il nous est d'ailleurs arrivé de dénoncer des articles de journaux hostiles à la Compagnie, dont les informations étaient ostensiblement biaisées. Là encore, notre objectif est de contribuer au débat, non de nous livrer à un plaidoyer pro domo.

Int. : *Les objectifs de développement durable (ODD), fixés dans le cadre de l'ONU, fournissent des repères objectifs pour évaluer les actions menées en faveur du climat. TotalEnergies s'est vu déclarer troisième grand groupe mondial dans sa capacité à remplir ces ODD, et première des majors pétrolières. Ce classement n'a-t-il pas le pouvoir de recentrer le débat, alors même que la presse n'en parle guère ?*

M. L. : Les ODD sont l'alphabet commun permettant le dialogue. Nous nous y sommes très vite engagés. Nous participons activement aux groupes de travail du Pacte mondial des Nations unies. Patrick Pouyanné a été invité à l'assemblée générale de l'ONU. Nous devons persévérer. Les quatre piliers de notre engagement d'entreprise – climat, environnement, action sociale et action sociétale – sont structurés par les ODD, notamment l'ODD 17, d'une extrême importance, qui concerne les partenariats locaux ou internationaux.

Aujourd'hui, ce sont les milieux financiers qui sont sensibles aux performances accomplies sur les ODD. C'est un phénomène récent, mais qui s'accélère. Les ODD s'intègrent à une analyse économique raisonnée et informée des risques. La difficulté principale réside dans la mise en place de normes internationales homogènes d'évaluation de l'engagement sociétal et environnemental.

Int. : *La finance est le commerce des promesses. Les financiers ont donc intérêt à investir dans des entreprises qui prennent en compte les préoccupations climatiques.*

M. L. : C'est effectivement la tendance, et elle se renforce.

■ Présentation de l'oratrice ■

Manoelle Lepoutre : diplômée de l'École nationale supérieure de géologie de Nancy et de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs. Elle commence sa carrière chez Elf au sein de la branche Exploration et production, avant d'être nommée directrice Exploration en Norvège. En 2000, elle rejoint le groupe Total pour occuper le poste de directrice Géosciences aux États-Unis, puis, en 2004, celui de directrice R&D de l'exploration et production du Groupe, en 2009, celui de directrice Développement durable et environnement, et, en 2013, celui de directrice des dirigeants et équipes dirigeantes. En 2016, elle devient directrice Engagement société civile et déléguée générale de Total Foundation. Elle a été présidente du réseau TWICE (Total Women's Initiative for Communication and Exchange) de 2008 à 2013, pour promouvoir la mixité et permettre aux femmes d'accéder à des postes à responsabilités élevées. Elle est, par ailleurs, administratrice de la société Eramet depuis mai 2011, et de la Fondation Villette-Entreprises. Elle est chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.



Diffusion octobre 2021

**Retrouvez les prochaines séances et dernières parutions
du séminaire Économie et sens sur notre site www.ecole.org.**